

Project on Emerging Actors

Les nouvelles élites du Turkménistan

**En partenariat avec l'Institut Thomas More (Bruxelles-Paris)
et le site Multipol.org**

Septembre 2007

Le Project on Emerging Actors est une organisation non gouvernementale dédiée à la collecte, au traitement et à l'analyse d'informations internationales, qu'elle produit sous forme de courts rapports analytiques, au profit de commanditaires privés ou publics, institutionnels ou académiques.

Sur la base de ce cadre informatif et en collaboration avec d'autres structures similaires, le Project on Emerging Actors élabore alors, dans et selon les intérêts de l'Union européenne, une série de recommandations visant à un engagement européen concret et effectif sur la zone considérée.

Il peut éventuellement, dans les limites de ses possibilités, entreprendre des initiatives humanitaires, sociales, politiques ou économiques en faveur d'un ou plusieurs groupes d'acteurs locaux.

Contact : Laurent Vinatier ; laurent.vinatier@gmail.com

Cette étude est fondée sur des entretiens informels, menés au Kirghizstan en mai 2007, au Turkménistan à la fin juin 2007 et à Moscou au début de juillet 2007. L'auteur a rencontré en particulier des personnalités de l'opposition en exil, des étudiants turkmènes à l'étranger, des journalistes, des hommes d'affaires et de nombreux observateurs internationaux, notamment diplomatiques, des affaires d'Asie centrale. L'interprétation générale du texte doit beaucoup au ressenti de l'auteur sur le terrain et à ses contacts spontanés avec la population.

Reports available online in French and in English
www.institut-thomas-more.org and www.multipol.org

Project on Emerging Actors © 2007

Table des matières

Introduction

p.4

Berdymoukhamedov, entre fermeté et ouverture.

p.6

Pérennité des piliers de la dictature

- Le culte de la personnalité
- Le *Roukhnama*, pierre angulaire de l'idéologie nationaliste
- Les grands travaux de prestige
- Les médias sous contrôle
- Gratuité des biens de consommation de base
- Les rotations ministérielles et l'instabilité du fonctionariat

Consolidation du nouveau pouvoir

p.9

- Berdymoukhamedov, l'héritier légitime ?
- Reprise en mains des forces de sécurité
- Le gouvernement sous contrôle
- Rationalisation du pouvoir

Des ouvertures pragmatiques

p.13

- Une volonté réformatrice
- Rapprochement calculé avec la Russie
- Le retour du Turkménistan dans l'arène mondiale
- Une ouverture équivoque vers l'opposition
- Un prochain printemps turkmène ?

Les perspectives de la jeunesse turkmène

p.19

Education et formation

- Education échouée au Turkménistan
- Le diplôme, sésame indispensable
- La course aux bonnes écoles
- Le passage obligé par l'étranger
- Une vision affinée du Turkménistan
- L'ambition de servir son pays
- La classe moyenne turkmène au pouvoir

Recompositions idéologiques

p.24

- L'importance de la tradition
- Les ajustements vestimentaires
- Les influences culturelles étrangères
- Une jeunesse non politisée

Synthèse conclusive

p.27

Introduction

Solide, c'est ainsi qu'est apparu le régime turkmène à l'issue de la transition du pouvoir à laquelle il a dû faire face après la mort de Saparmourad Niazov, le 21 décembre 2006. Le dictateur, décédé d'un arrêt cardiaque à l'âge de 66 ans, régnait depuis 1985 d'une main de fer sur l'ancienne république soviétique d'Asie centrale. Depuis plus d'une décennie, il avait procédé à de grandes purges, détruisant autour de lui tout embryon d'opposition à son pouvoir devenu autocratique. Le régime semblait tout entier reposer sur sa seule personne, autour de laquelle il avait instauré un culte démentiel. Mais malgré la disparition de celui qui se faisait appeler *Turkmenbachi*, *Le père de tous les Turkmènes*, le pays n'a pas sombré dans le chaos¹.

A tout moment, le régime est resté maître de la situation. Il est possible que le président Niazov ait transmis le pouvoir à celui qui au matin du décès, intervenu à 1h10 de la nuit le 21 décembre 2006 si on en croit la version officielle², annonçait à la télévision la disparition de *Turkmenbachi le Grand* et s'apprêtait à présider le comité d'organisation des funérailles, qui ont eu lieu trois jours plus tard. Que le pouvoir ait été transmis à Gourbangouly Berdymoukhamedov ou que celui-ci s'en soit emparé, les soviétologues et kremlinologues ont immédiatement compris qu'il serait le futur Président de la République du Turkménistan. Un homme du sérail s'asseyait dans le fauteuil de Turkmenbachi. Le régime n'était pas mort.

Cette solidité du régime turkmène amène à penser que son évolution relève aussi de ses élites. Certes, les cinq millions de Turkmènes ne sont pas associés à la gestion politique du pays ; l'opposition, ou ceux qui prétendent l'incarner, ne sont pas en mesure de représenter une alternative politique ; le pouvoir tout entier réside dans les mains du nouveau président Gourbangouly Berdymoukhamedov³, investi chef de l'Etat le 14 février 2007. Mais le Président s'est entouré d'hommes de confiance et laisse certaines marges de manœuvres, au moins exécutives, à des technocrates.

Cette étude se propose de sonder le fonctionnement du nouveau pouvoir au Turkménistan. Si celui-ci reprend à son compte bien des « instruments » politiques du Turkmenbachi, laissant peu espérer une orientation démocratique, le président Berdymoukhamedov semble résolu à ouvrir davantage son pays. Qu'il s'agisse de remettre le système éducatif national davantage en conformité avec ceux reconnus internationalement ou de rétablir des relations diplomatiques ou économiques avec le reste du monde, la Communauté des Etats indépendants (CEI) ou l'Occident, l'espace de collaboration avec le Turkménistan s'élargit, d'autant que les besoins du pays sont considérables. Il manque cruellement de personnes qualifiées, des gestionnaires autant

¹ Pourtant, chacun se demandait si le pays n'allait pas sombrer dans le chaos ou la violence : *Turkmenistan: Could Niyazov's Death Lead To Political Struggle, Instability?*, Golnaz Esfandiari, RFE/RL, 21 décembre 2006.

² Très tôt des doutes ont été émis à l'encontre de cette thèse officielle et quant aux raisons de la mort du Président turkmène. Cf. la longue étude *The Curious Death of Turkmenbashi*, Dr. John C.K. Daly, Occasional Paper, Jamestown Foundation, janvier 2007. Toutefois, une de nos sources les plus sérieuses estime que la version officielle est très probablement vraie.

³ L'orthographe du nom du Président a été changée dans les journaux, a fait observer le site web officiel turkmenistan.ru, le 26 juin 2007. Il ne comprend plus qu'un seul « m » et doit s'écrire à présent Berdymoukhamedov.

que d'ingénieurs et de techniciens, alors que l'Etat souhaite s'engager vers la rationalisation de son économie et l'exploitation plus effective de ses richesses naturelles.

Le Turkménistan doit pouvoir être capable cependant d'accepter ou même d'initier les réformes nécessaires à son développement économique et politique, sur des bases différentes, plus harmonieuses et saines. Le rôle des élites, ici, s'avère capital, et en particulier, celui des futurs responsables administratifs, entrepreneurs économiques et ingénieurs, acteurs à venir qui seront en charge du suivi et de l'exécution des changements. La jeunesse turkmène, en cela, présente un intérêt stratégique.

- Quels seront les prochains « managers » et « techniciens » du Turkménistan ?
- Comment cette jeunesse perçoit-elle le pouvoir nouveau en construction ?
- Que peut-elle apporter au pays ?

La priorité n'est pas d'emblée à un examen politique de la relève au Turkménistan. Il n'est pas question ici de rechercher des formes d'alternatives, plus démocratiques, au pouvoir actuel. Il semble bien plus pertinent et conforme à la réalité sociopolitique turkmène de s'interroger sur l'efficacité du pays et les moyens de l'améliorer.

Après une analyse approfondie des mécanismes politiques qui semblent fonder la nouvelle pratique du pouvoir au Turkménistan, il sera fait état des attentes et opinions d'une certaine jeunesse turkmène éduquée, issue d'une classe moyenne émergente, qui constitue l'un des viviers les plus prometteurs du développement turkmène et qui rend compte des espoirs d'une génération.

Berdymoukhamedov entre fermeté et ouverture

Il n'y a pas de « révolution » au Turkménistan. Gourbangouly Berdymoukhamedov s'inscrit autant dans la droite ligne politique de son prédécesseur qu'en rupture avec celle-ci. Il ne cesse de surprendre, reprenant à la fois à son compte l'excessif culte de la personnalité et évinçant durement les quelques hommes forts de l'ancien régime. Il maintient les principes fondamentaux du pouvoir de Saparmourad Niazov, tout en essayant de corriger les grossières erreurs de ce dernier.

Pérennité des piliers de la dictature

Le président Berdymoukhamedov use des mêmes « outils » de gestion politique qui ont prouvé leur efficacité sous Saparmourad Niazov. Il n'y a pas, sans doute, meilleure façon d'asseoir son pouvoir.

Le culte de la personnalité

Le 29 juin dernier était fêté le cinquantième anniversaire du nouveau président. Sous le règne de M. Niazov, les anniversaires du Président donnaient lieu à d'importance festivités officielles à sa gloire. Les cérémonies pour le nouveau président ont repris exactement leur modèle : dépôts de gerbes à Kipchak le matin, au monument édifié à la mémoire à la fois du tremblement de terre de 1948 et d'une partie de la famille de l'ex Président tuée lors de la tragédie, puis concert au palais, enfin *sadaka* (repas traditionnel turkmène) au restaurant Ayna.

Le Président Berdymoukhamedov a profité de cette occasion pour se décorer lui-même de la plus haute distinction du pays, l'Ordre de la Mère patrie. Il s'est ainsi attribué un imposant pendentif d'or et de diamants de près d'un kilogramme pour son « *oeuvre remarquable* », rapportait enthousiaste le journal *Turkménistan neutre*. Au passage, le Président a reçu 20.000 dollars et une augmentation de 30% de son salaire et de ses pensions de retraite. Il a également émis ce jour-là à son effigie 200 pièces d'or et 200 autres d'argent.

Le président, comme son prédécesseur, avait certes fait savoir qu'il ne souhaitait pas que l'on fête son anniversaire de façon officielle, il n'avait pour autant rien fait pour interdire ou empêcher les préparatifs dont il fut peut-être l'organisateur. Des délégations importantes de l'étranger s'étaient rendues sur place. Neuf avions russes auraient ainsi atterri la veille à l'aéroport d'Achgabad.

Plus largement, sur place, il est intéressant de noter que les portraits du nouveau président apparaissent et se multiplient dans les rues du pays, ainsi que les panneaux avec ses citations. En juin dernier, partout, les portraits de Turkmenbachi trônaient dans les lieux publics. D'une façon générale cependant, les effigies des deux premiers présidents venaient à se côtoyer de plus en plus. Peu à peu, les photographies du nouveau Président se « rapprochaient » des lieux symboliques et politiques. A la mairie d'Achgabad, par exemple, se dresse un grand portrait du nouveau chef de l'Etat, mais il fait face, encore, à un buste en or de Turkmenbachi installé dans le jardin en vis-à-vis.

Pour beaucoup de fonctionnaires du pays, l'heure doit être au cas de conscience. Faut-il ou pas décrocher le portrait de Saparmourad Niazov ? Le faire pourrait passer pour un signe fort d'allégeance au nouveau président. Mais il pourrait aussi donner l'idée d'une

versatilité et d'une trop prompt attitude critique envers son prédécesseur. Partout, dans les marchés, dans les échoppes de papeterie, des portraits de diverses tailles et de diverses qualités sont à vendre. Ce sont les fonctionnaires eux-mêmes qui les achètent et les accrochent dans leur bureau.

Il semble que le pays se dirige vers une disparition progressive du culte de la personnalité voué au président Niazov. C'est ce que laisse en tout cas penser le retrait, le 7 juillet dernier, du profil doré de Turkmenbachi incrusté au coin supérieur droit de l'écran de la télévision publique. « *Il a été effacé, a expliqué samedi la télévision, conformément à une "directive"* »⁴. Cette discrétion ainsi que la prudence avec laquelle sont remplacés peu à peu les portraits de l'ancien président, dans tout le pays, montre qu'il n'est peut-être pas si aisé de passer d'un culte de la personnalité à l'autre.

Le processus paraît indispensable au fonctionnement de l'Etat turkmène actuel. Le pouvoir étant (encore) concentré dans les mains du Président, chacun se trouve pris dans une logique de symbolique d'allégeance. La faiblesse des institutions politiques, l'inexistence d'une fonction publique⁵ obligent chaque fonctionnaire à montrer son allégeance au plus haut échelon du pouvoir en guise de protection minimale, prouvant ainsi sa légitimité dans sa fonction.

Aux yeux du Turkmène moyen, cela dit, ce culte de la personnalité n'existe pas le moins du monde. Les Turkmènes, lorsqu'ils acceptent de parler politique, sont finalement très rationnels et pratiques. Ils se demandent dans quelle mesure le pouvoir peut résoudre leurs problèmes quotidiens. Un expatrié européen, qui vit depuis plusieurs années à Achgabad, parle « *d'une société où le faux-semblant règne en permanence.* » Chacun s'emploie à utiliser le « *langage* » idéologique et le langage des signes et des gestes de l'allégeance au pouvoir sans croire un instant aux discours imposés par l'exercice.

Le *Roukhnama*⁶, pierre angulaire de l'idéologie nationaliste

Le Président Berdymoukhamedov semble faire du nationalisme initié par Saparmourad Niazov et donc du *Roukhnama* la base idéologique de son pouvoir. Lors de son investiture, le nouveau Président a prêté serment sur le Coran et le *Roukhnama*. Il vient d'ailleurs, dans la nouvelle loi « *Sur le Président* », publiée le 4 juillet 2007, d'inscrire dans la législation turkmène le fait que « *la cérémonie d'investiture des nouveaux présidents doivent se faire avec le Coran et le Roukhnama* ».

Partout dans le pays, il est possible de constater l'énorme propagande faite autour du *Roukhnama*. Ce sont certes les résidus de l'ère Niazov. Dans les rues, à l'entrée des usines, sur les murs des écoles évidemment, dans les aéroports, partout des affiches dédiées au livre élevé au titre d'œuvre sainte.

Cela dit, le nouveau Président du Turkménistan semble vouloir corriger, ou du moins le faire croire, certains excès de son prédécesseur. Il semblerait que la lecture du *Roukhnama* chaque matin à l'école, au début de la journée, ne soit plus obligatoire et que certains établissements aient cessé cette pratique avant la fin de l'année scolaire 2006-2007. Par ailleurs, le président paraît se consacrer à d'autres travaux d'écritures plus concrets et effectifs, à l'instar d'un livre qu'il vient de publier sur le système de santé turkmène⁷, en espérant que cela ne soit pas un signe avant-coureur d'une frénésie et volonté moralisatrices.

⁴ AFP, 7 juillet 2007.

⁵ Les carrières des fonctionnaires peuvent s'arrêter du jour au lendemain.

⁶ « Livre saint de l'esprit », selon S. Niazov.

Le livre contient à la fois les grandes directions de la politique de la république, justifiant ainsi la dictature, des éléments de morale à l'adresse des Turkmènes, une version revisitée du passé glorieux du peuple qui habite ce pays et des poésies composées par Turkmenbachi.

⁷ «Türkmenistanda saglygy gorayşy ösdürmegift ylmy esaslary» («*La base scientifique pour le développement du système de la santé au Turkménistan* »).

Les grands travaux de prestige

La signature, fin juillet 2007, par la société française Bouygues International d'un nouveau contrat avec le Turkménistan, pour une valeur de 85 millions de dollars, pour la construction de trois édifices du ministère turkmène de la Sécurité d'Etat⁸ prouve que la politique des grands travaux initiée par Turkmenbachi se poursuit. Fin avril déjà, le président ordonnait la construction d'un nouveau district de luxe dans la capitale dans lequel seraient bâtis un gratte ciel, un lac artificiel et un terrain de golf. Le Siècle d'or du Turkménistan n'est probablement pas un thème de propagande sur le point d'être abandonné. Rares cependant sont les citoyens turkmènes critiques cette politique de grands travaux à Achgabad⁹. Souvent les Turkmènes se sont montrés plutôt fiers de leur ville.

Les médias sous contrôle

Aucune mesure significative de libéralisation n'a été prise depuis février 2007. Le style de la télévision turkmène n'a pas changé. Les reportages font encore une large place à la propagande. Le président Berdymoukhamedov avait pourtant donné espoir en mars dernier, lors de son discours devant le Conseil du peuple, en appelant par exemple à un accès plus large au monde extérieur. Encore récemment, à l'occasion d'une réunion du Cabinet des ministres le 17 août 2007, le président a critiqué le travail des médias, en particulier le manque de créativité des programmes télédiffusés, mais rien n'a été dit en particulier sur le traitement de l'information.

L'accès à l'information via internet est extrêmement limité. Les sites informants de façon critique sur le Turkménistan sont tous bloqués, notamment ceux de l'opposition en exil, ceux des grandes ONG de défense des droits de l'homme, ainsi que Eurasianet, Ferghana.ru, et Centrasia.ru. Les nouveaux cafés internet, créés dans chaque grande ville du pays, sont coûteux (3,6 euros de l'heure) et fonctionnent extrêmement lentement. Au départ, des policiers gardaient la porte ; cela ne semble plus être le cas au début de l'été.

Gratuité des biens de consommation de base

Le gaz, l'essence, l'électricité et le pain restent quasiment gratuits. Ces avantages sont considérés par les Turkmènes comme de véritables « acquis sociaux », autant de bons points à accorder au régime¹⁰. Ces mesures sont à la base du soutien au régime, infiniment plus que l'idéologie nationaliste. « *Pour cela [cette gratuité], nous sommes prêts en effet à renoncer à la politique, à exprimer nos opinions*, explique un Russe du Turkménistan. *Au demeurant, on vit assez bien ici si on ne se mêle pas de politique.* »

Les rotations ministérielles et l'instabilité du fonctionariat

Le nouveau président, comme son prédécesseur, devrait fonder la stabilité interne de son pouvoir sur l'instabilité des carrières et des responsabilités aux plus hautes fonctions administratives et/ou économiques dans le cadre des entreprises publiques. Le maintien de la période de probation de six mois pour les ministres et hauts fonctionnaires laisse augurer d'une continuité en ce domaine. C'est l'un des corollaires du culte de la

⁸ Un immeuble d'habitation de 20.000 m², une maison des officiers de 9.000 m² et un complexe sportif de 23 hectares.

Dans la foulée, Olivier Bouygues, vice-président de la société Bouygues, a eu un entretien avec le président Berdymoukhamedov le 30 juillet dernier.

⁹ Entretien de l'auteur sur place, juin 2007.

¹⁰ Entretiens de l'auteur au Turkménistan, juin 2007.

personnalité. Les institutions du pays s'affaiblissent à mesure que le pouvoir du Président s'accroît et que l'accès aux richesses dépend du bon vouloir présidentiel.

Il est vrai qu'il est encore difficile de parler de « rotation » puisque s'il y en a eu, ce fût sous forme de punition, et non de simples remplacements. Tous ces changements sont à mettre au compte de la reprise en main de l'appareil politique et administratif du pays par G. Berdymoukhamedov. L'arrestation d'Akmourad Redjepov, ex puissant chef de la garde de Saparmourad Niazov, et son emprisonnement récent, qui servent de leçon pour chacun, illustrent parfaitement ce processus en cours à l'été 2007. Par ailleurs, l'« échec économique », qui a été souvent utilisé dernièrement pour justifier le renvoi des hauts responsables d'entreprises publiques, ne paraît pas être une raison très crédible. « *De quel échec peut-on parler si les personnes en question sont entrées dans leurs fonctions trois mois plus tôt ? C'est en mars 2007 que les candidats aux postes de gestion dans les ministères et les divers départements ont été approuvés. Comment pourraient-ils détruire l'économie de ce qui se trouve sous leur juridiction dans une période de temps aussi courte¹¹ ?* » Enfin, au fil des rencontres sur place, il apparaît que les « rotations » actuelles s'expliquent, comme sous la présidence de Niazov, par des jeux de politique interne.

Le cas de l'ancien ministre des Constructions et Maire d'Achgabad, Orazmourad Essenov, est exemplaire. Il a été limogé de la mairie de la capitale le 22 mai 2007, officiellement en raison du retard de certaines constructions et d'incohérences dans le développement de la ville. En réalité, il se pourrait que sa disgrâce réponde au fait qu'il ait commencé à créer son propre réseau d'obligés, en distribuant des appartements dans la capitale notamment.

Il en va de même pour Paizygydy Meredov, ministre de l'agriculture, arrêté début août, ainsi que ses deux fils (ensuite relâchés), pour fraude à l'exportation de coton. Il est probable que les problèmes de cet homme, réputé comme un des plus riches du pays, soient d'une autre nature que ces malversations. En effet, il aurait déjà été arrêté quelques jours, pour des motifs qu'il faudrait qualifier de « politiques », peu après la mort de S. Niazov.

Enfin, Yagshygydy Essenov, démis de ses fonctions de Président de la Cour suprême pour ne pas être parvenu à diriger la Commission d'Etat des structures de force, n'a curieusement même pas pu terminer sa période d'essai.

Consolidation du nouveau pouvoir.

Depuis avril 2007, le président Berdymoukhamedov s'emploie à écarter les personnalités susceptibles de mettre en danger son pouvoir. C'est ainsi qu'il a en l'espace de quelques semaines démis de leur fonction tous les responsables des organes de force, à l'exception du ministre de la Défense. Dans le même temps, il semblerait que le nouveau Président de la république ait placé des gens de son entourage à certains postes clefs du pays, revitalisant ainsi les solidarités claniques¹².

Berdymoukhamedov, l'héritier légitime ?

Jusqu'à présent, il était généralement admis qu'un duo avait pris la tête du pays, en la personne de Gourbangouly Berdymoukhamedov et Akmourad Redjepov. Très vite ce

¹¹ Entretien de l'auteur au Turkménistan, juin 2007. Le renvoi du personnel qui suit la démission d'un chef de département, d'un ministre etc... est appelé « carrousel » : celui qui remplace la personne en haut de l'échelon vient avec ses propres équipes, lesquelles achètent leur place.

¹² La tribu Tekhe, dont était issu l'ancien président Niazov, n'avait pas d'importance officielle. De manière informelle cependant, elle occupait une place centrale, comme l'indique, symboliquement, la suprématie du motif Tekhe sur les tapis turkmènes, véritables emblèmes de la culture nationale. Visite de l'auteur au musée national du tapis à Achgabad.

binôme avait semblé à l'œuvre, écartant dès le 21 décembre le président du Parlement (Majilis), alors que, selon la constitution, celui-ci devait assurer la présidence par intérim. Akmourad Redjepov, à la tête du Conseil national de Sécurité, prenait alors de l'importance. L'organe qu'il présidait s'était vu conféré le droit de réunir le Conseil du Peuple (*Halk Maslahaty*) pour démettre le président en cas d'« incapacité » à diriger le pays. Cela dit, A. Redjepov, arrêté à la mi-mai, ne s'est pas révélé aussi fort qu'il paraissait ; de plus ce Conseil ne s'est jamais réuni et donc n'a jamais vraiment commencé à travailler. La succession n'a peut-être pas été aussi manipulée ou fabriquée.

Selon une autre version entourant la mort de Saparmourad Niazov¹³, le président Niazov se serait vu partir. Akmourad Redjepov aurait alors alerté Gourbangouly Berdymoukhamedov, qui se serait présenté au président encore vivant et conscient. Ce dernier aurait ainsi arrangé sa succession et, en quelque sorte, « désigné » son ministre de la santé, lui conférant une indéniable et forte légitimité au sein des cercles supérieurs de la politique turkmène. En tout état de cause, il reste que le pouvoir de l'actuel président n'est aujourd'hui remis en cause par aucune personnalité d'influence du Turkménistan et que le processus de succession, qui s'apparente largement à un coup d'état, n'a provoqué aucune résistance notable.

Reprise en main des forces de sécurité.

A tout juste deux mois de présidence, le nouveau président s'est attaqué de façon rapide et sûre aux hommes clefs des structures de force du Turkménistan, à l'exception du ministre de la Défense. Des rumeurs ont annoncé l'arrestation de ce dernier mais il semble qu'il n'en a rien été.

Cette série d'arrestations et de limogeages a commencé le 9 avril avec la mise à l'écart du ministre des Affaires intérieures, Akhmed Rakhmanov. Selon une méthode empruntée à S. Niazov, le Président Berdymoukhamedov a accusé publiquement le ministre, de façon humiliante, de ne pas avoir su imposer la discipline dans son ministère, d'avoir laissé la corruption s'y développer, ainsi que le racket des entreprises, y compris étrangères.

A la mi-mai, le puissant Lieutenant Général Akmourad Redjepov est démis de ses fonctions. Il sera apparemment arrêté quelques jours plus tard, le 17 mai. L'événement est précédé par l'arrestation quelques jours plus tôt de Mourad Agaev, le directeur de la société privée *Oriental*, associée avec A. Redjepov, qui travaillait avec les Emirats Arabes Unis. Le fils de A. Redjepov, le colonel Nourmourat Redjepov, a lui-même été arrêté un peu plus tard, à son retour des Emirats Arabes Unis où il était conseiller militaire à l'ambassade du Turkménistan. Il y avait apparemment placé de l'argent ou loué des coffres, pour y placer des documents. Quelques jours après son arrestation il est conduit sous escorte aux Emirats afin de faire la lumière sur ce point. Au terme d'un procès à huis clos, à l'été 2007 Akmourad Redjepov aurait été condamné à vingt ans de prison pour corruption et autres crimes. Son fils et l'homme d'affaires Mourad Agayev auraient écopé de peines d'emprisonnement respectivement de treize et dix sept ans.

Dans le courant du mois de mai 2007 également, est arrêté le ministre de la Sécurité d'Etat, Geldymourad Ashirmoukammedov ; le vice ministre, Agajan Pashshyev, est démis de ses fonctions.

Notons enfin que le fils de Saparmourad Niazov, Mourad, protégé d'Akmourad Redjepov, aurait été dans les mêmes temps, au printemps, quasi expulsé du Turkménistan¹⁴. Le jeune homme serait sorti du pays et privé de son passeport turkmène.

Tous ces hommes menaçaient-ils M. Berdymoukhamedov ? Rien ne le laisse supposer. Personne ne parle de menace réelle ou directe. L'opposition turkmène en exil, quant à

¹³ Rapportée par une source fiable à Achgabad. Entretien de l'auteur, Turkménistan, juin 2007.

¹⁴ Information obtenue auprès d'une source basée à Vienne. Elle n'a pas pu être confirmée.

elle, préfère invoquer des désaccords financiers entre personnalités corrompues : Akmourad Redjepov aurait été trop cupide dans ses activités commerciales annexes¹⁵. Plus probablement, le nouveau président a cherché à se protéger et s'est séparé d'hommes qu'il ne pouvait pas contrôler.

Le gouvernement sous contrôle

Le nouveau président tend à s'entourer de personnes en qui il peut avoir confiance. Il privilégie logiquement le vivier familial, à la différence ici de son prédécesseur, qui n'a jamais fait jouer le déterminant filial dans l'accession au pouvoir.

- Ata Oveznepesovich Serdarov, ministre de la Santé : cousin.
- Khodjamyrat Annagourbanov, ministre de l'Intérieur : parent par alliance. Celui-ci cependant avait déjà auparavant exercé des fonctions stratégiques : il était depuis quelques mois vice-ministre de l'Intérieur, après avoir dirigé la police d'Achgabad.
- Maisa Yazmoukhammedova, jeune femme de 36 ans, vice présidente du Cabinet, promue le 14 juillet : cousine.

Il puise également parmi les personnalités issues de sa région d'origine (velayat¹⁶ d'Akhal, berceau de la tribu Tekhe).

Ministres originaires du velayat d'Akhal.

- Kakageldy Charyardourdyev, ministre de la Culture, de la télévision et de la radio, originaire de Gök Depe.
- Rashid Meredov, vice président du Cabinet des ministres et ministre des Affaires étrangères, de facto numéro 2 du régime.
- Geldimouradov Khodjamyrat, ministre de l'Economie et des Finances.
- Gourbangeldy Melekeyev, ministre du Commerce.
- Jemal Geoklenova, ministre d'Etat, président du musée du tapis (*Turkmenhaly*).
- Esenmyrat Orazgeldiev, ministre de l'Agriculture.

Cela dit, les contre-exemples ne manquent pas, même si les ministres originaires du velayat de Mary peuvent être des Tekhe, dans la mesure où cette tribu est à cheval sur les deux velayat.

Ministres originaires du velayat de Mary.

- Khadyr Sapyrlyev, vice président du cabinet des ministres.
- Ykloumberdi Paromov, ministre du Textile et de l'Industrie.
- Gourbanmourat Atayev, ministre de l'Industrie du pétrole, du gaz et des ressources minérales, rôle essentiellement exécutif¹⁷.
- Mouratgeldy Akmammedov, ministre de l'Economie de l'Eau.

Ministres originaires du velayat de Balkan.

- Tagyev Tachberdy, vice président du cabinet des ministres en charge de l'énergie, rôle essentiellement exécutif
- Garouagdy Tashliev, ministre d'Etat, directeur de Turkmennebit (société pétrolière), rôle essentiellement exécutif.

Ministres originaires du velayat de Dashogouz.

- Yakshigeldy Kakaev, ministre d'Etat, directeur de Turkmengas.

¹⁵ *Niyazov's security chief arrested, hunt begins for stolen funds*, John C.k. Daly, Jamestown foundation, 6 août 2007.

¹⁶ Région administrative du Turkménistan, le pays en compte cinq.

¹⁷ Le président garde la haute main décisionnelle sur les questions énergétiques.

Il faut aussi noter un fort rajeunissement des ministres, qui va de pair avec une technocratisation des nominations. Ce dernier point est récurrent dans le jeu politique turkmène, les profils trop politiques représentant un danger aux yeux du chef de l'Etat. « *La jeunesse des ministres s'explique aussi par le besoin d'avoir à commander des gens faibles, sans expérience et connaissances des rouages de l'administration du pays* », explique un homme d'affaire étranger installé depuis plusieurs années au Turkménistan¹⁸.

Rationalisation du pouvoir

Le nouveau président dispose aujourd'hui de tous les leviers du pouvoir.

- président du Conseil du Peuple (*Halk Maslahaty*), élu le 30 mars 2007.
- président du Parti Démocrate, seul parti autorisé au Turkménistan, élu le 4 août 2007.
- Leader de *Galkynysh* (Renaissance), mouvement qui rassemble les syndicats, les organisations de jeunesse, les associations de vétérans et tout autre organisation non gouvernementale (ONG) turkmène, élu le 4 août 2004.

Il s'emploie également à encadrer plus strictement la fonction présidentielle. C'est le sens de la loi *Sur le Président du Turkménistan*, publiée, le 4 juillet sur le site web www.turkmenistan.ru. La nouvelle loi se compose de cinq chapitres et vingt articles par lesquels elle « *définit les bases légales, économiques, organisationnelles et autres du travail du Président du Turkménistan, énumère les garanties de son travail aussi bien que les garanties pour le Président sortant et sa famille* »¹⁹. Le texte réaffirme également le principe de l'élection au suffrage universel, montrant ainsi une volonté de ne pas revenir vers un mandat de « président à vie » que s'était offert Turkmenbachi, en 1999.

Toutefois, les fondements du régime demeurent les mêmes, très loin des idéaux démocratiques. Dans la première, et quasi seule, interview que Gourbangouly Berdymoukhamedov a donné, il expliquait sa vision du développement politique interne du pays : « *Si j'essayais de me définir (...), j'emploierais le terme de "modération". Depuis mon enfance, je garde en mémoire la phrase de mon père : "Ne cours jamais là où tu peux marcher." (...) Toute tentative de résoudre un problème social ou économique en une fois, et une fois pour toutes, ne peut qu'apporter chaos et instabilité. (...) En quinze ans d'indépendance, le Turkménistan n'a vécu aucun choc économique ou politique. Cela signifie que la voie choisie dans la Constitution nationale correspond pleinement à notre stade de développement historique. Pour ce qui est de la démocratie, cette tendre substance ne peut pas être imposée comme un modèle importé. Elle peut seulement être soigneusement nourrie en utilisant la sage expérience nationale et les traditions des générations précédentes. Vous venez d'observer les élections présidentielles nationales. Que voulez-vous comme preuve supplémentaire des fermes fondements démocratiques de la société si les Turkmènes ont élu un nouveau chef de l'Etat parmi six candidats ?* »²⁰.

En un temps qui a surpris tout le monde, le président Berdymoukhamedov est parvenu à s'emparer et contrôler directement l'ensemble de l'appareil d'Etat, et notamment ses structures de force. Ce processus ne l'a nullement empêché d'amender le régime précédent. Il ne reproduit pas le pouvoir de son prédécesseur : il le recompose. Il est encore trop tôt pour dire si la phase de consolidation du pouvoir est terminée. Les changements toutefois ne sont qu'à leurs balbutiements.

¹⁸ Entretien de l'auteur, Turkménistan, juin 2007.

¹⁹ Lire le texte en version anglaise www.turkmenistan.ru *Turkmenistan publishes law on country's president*, 4 juillet 2007.

²⁰ Interview du Président du Turkménistan, publié sur www.turkmenistan.ru, 17 février 2007.

Des ouvertures pragmatiques

Dès que Gourbangouly Berdymoukhamedov a été assuré de succéder à Saparmourad Niazov, il a évoqué la nécessité d'entreprendre des réformes, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des retraites. S'agissait-il seulement de s'assurer du soutien de la population, notamment la bourgeoisie moyenne des villes, ou envisage-t-il réellement de rectifier effectivement les graves erreurs commises par son prédécesseur ?

Une volonté réformatrice

Dans une large mesure, il s'agit de réparer les erreurs commises par le président Niazov. Sans doute également ces initiatives assoient-elles la légitimité du nouveau président et lui confèrent-elle une certaine force politique à l'heure où il doit faire des mécontents au sein de l'élite politique et administrative du pays. A l'évidence, enfin, il améliore par là l'image de son pays à l'étranger.

- Education.

Allongement d'un an de la durée de la scolarité, qui passe de neuf à dix ans ; reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger ; ouverture d'établissements russes.

L'allongement de la scolarité primaire et secondaire, accompagné de celui de deux à cinq ans des études supérieures²¹, est vécu dans le pays comme une véritable libération. Les jeunes craignant de rester isolés du monde compte tenu de l'insuffisance des savoirs ont bien compris les méfaits d'une éducation basée de façon outrancière sur le *Roukhnama*, qu'ils considèrent largement comme un tissu de contrevérités ne pouvant pas décemment servir de base à une formation efficace.

La réforme annoncée devrait permettre également aux jeunes de pouvoir étudier à l'étranger et même peut-être d'y travailler. D'emblée ainsi les possibilités d'emploi se diversifient.

Ces changements touchent plus particulièrement la petite bourgeoisie urbaine turkmène, qui pense pouvoir assurer un avenir à ses enfants et qui donc pourrait devenir un pilier de soutien au nouveau régime.

Cela dit, à l'été 2007, il était loin encore d'être certain que le ministère de l'Education serait en mesure de recruter les 23.000 professeurs supplémentaires nécessaires pour assurer les cours. La modestie des salaires des professeurs n'attire guère les candidats.

- Retraites.

Révisions des pensions de retraites notamment pour les personnes âgées qui ont vu leur allocation supprimée ou fortement réduite après la décision de janvier 2006.

Les revalorisations ont été versées dès juillet 2007.

- Santé²².

²¹ Les études supérieures duraient jusqu'à présent deux ans assorties de deux ans de stage pratique dans une administration.

Entretien de l'auteur, Turkménistan, juin 2007.

²² Contrairement à ce qui a été abondamment relayé par les médias occidentaux, tous les hôpitaux de province n'ont pas été fermés en 2005 ; peu l'ont été effectivement. Cette insistance occidentale a choqué certains Turkmènes.

Entretien de l'auteur, Turkménistan, juin 2007

Meilleur accès aux soins. La réforme cependant ne semble pas encore conçue dans le détail.

- Sécurité sociale. Loi votée en mars 2007 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet. Elle vise à améliorer le système des pensions allouées aux retraités, mais aussi aux vétérans de guerre, aux personnes handicapées et aux jeunes mères (d'un enfant de moins de trois ans).
- Pressions policières et administratives. A la mi-juillet, l'obligation de détenir une autorisation de voyager à l'intérieur du pays, notamment dans les zones frontalières, est abolie.

La plupart des Turkmènes rencontrés ont relativisé sa portée. « *Certes, c'est déjà un peu plus facile de se déplacer dans le pays, disait un petit homme d'affaires, mais le vrai problème n'est pas là. Pour ce qui est de changer de résidence, de déménager pour raisons professionnelles, d'acheter un bien dans un autre velayat ou un autre raïon [district], où vous n'êtes pas enregistré, cela reste très difficile. Il n'y a pas de liberté de mouvement dans ce pays. Personne ne peut choisir où il veut vivre* »²³.

Par ailleurs, le contrôle policier ne paraît pas s'affaiblir. Il est certain que la création en février d'une commission d'Etat chargée d'étudier les plaintes des citoyens, ainsi que l'éviction du ministre de l'Intérieur, Akmamed Rakhmanov, constituent d'indéniables avancées.

- Droits de l'Homme. A la fin août 2007, le gouvernement du Turkménistan a annoncé la création d'une commission interministérielle de surveillance en matière de droits de l'homme. Elle est chargée officiellement de s'assurer du respect par le pays de ses obligations internationales en ce domaine.

Cette initiative ressemble beaucoup à une opération de communication. Cela dit, il reste à voir si elle se traduit véritablement sur place par une amélioration de la situation et une diminution réelle des abus.

Il apparaît après examen plus approfondi de ces réformes que le nouveau président turkmène n'ait pas toujours les moyens de ses ambitions. La corruption trop répandue, qui mine le pays, doublée à l'incompétence qui règne dans les administrations, freinent sans aucun doute la volonté présidentielle.

Le président pour autant ne s'est pas engagé publiquement dans une lutte de grande ampleur contre la corruption, qui est loin d'être une thématique centrale de sa politique. Il n'a rien dit par exemple des passe-droits dans le système éducatif, qui privent d'études beaucoup des jeunes, dont les parents n'ont pas les moyens de « financer » l'entrée de l'université et la réussite aux examens.

Il n'a fait pour l'instant que stigmatiser fermement la corruption dans la police lors du limogeage du ministre de l'Intérieur en avril 2007. Il a aussi et surtout ordonné la fermeture du Fonds international Niazov à la fin juin 2007, véritable pilier de la corruption sous l'ancien régime²⁴.

Rapprochement calculé avec la Russie.

Depuis plusieurs mois, le Turkménistan tend à renouer des relations privilégiées avec la Russie. La signature le 12 mai 2007 d'un accord prévoyant la modernisation du système

²³ Entretien de l'auteur, Turkménistan, juin 2007.

²⁴ Sur l'argent du gaz turkmène, cf. *It's a Gas. Funny Business in the Turkmen-Ukraine Gas Trade*. Report. Global Witness, 25 juillet 2006.

de gazoducs turkmènes vers la Russie et la construction d'une branche supplémentaire²⁵ à Turkmenbachi, en est certainement une illustration, même si a priori ce soit Vladimir Poutine qui ait forcé l'invitation²⁶. L'accord donné en juin 2007 à la compagnie russe Lukoil, l'autorisant à participer à l'exploitation de trois champs de pétrole confirme la nouvelle orientation de la politique étrangère turkmène. Gazprom, par ailleurs, est évidemment très présent à Achagabat, où il a ouvert un bureau depuis 2005. Les hauts responsables de la compagnie russe gazière n'ont cependant pas eu d'entretiens en tête à tête avec le chef de l'Etat, à l'inverse des représentants de Chevron, Total ou BP.

Il faut remarquer aussi, à l'instar de tous les observateurs du pays, que c'est immédiatement après la visite de Vladimir Poutine au Turkménistan, à la mi-mai, que le président Berdymoukhamedov a limogé Akmourad Redjepov, le chef de la garde présidentielle qui fut aux côtés de Saparmourad Niazov pendant 21 ans. Le Kremlin aurait-il apporté son soutien au nouveau président turkmène dans cette entreprise délicate ? Moscou serait-il devenu le garant du nouveau pouvoir turkmène ? L'avenir sans doute le dira.

La Russie enfin, depuis peu, retrouve un rôle de premier plan en matière d'éducation²⁷. Cependant, le Turkménistan s'emploie à garder le contrôle de la relation, de peur de passer sous la coupe politique et économique du grand voisin russe.

- Le président et son ministre des Affaires étrangères, quasi numéro 2 du régime, Rachid Meredov, rappellent à l'envi depuis décembre 2006 que le Turkménistan est un pays neutre.

La neutralité conçue par Boris Chikhmouradov, quand il était le ministre des Affaires étrangères de Saparmourad Niazov, a été spécifiquement imaginée à l'époque pour contenir l'influence russe. Cette stratégie dure jusqu'à aujourd'hui et il est très peu probable qu'elle soit remise en cause, même à long terme.

- Achgabad poursuit dans le même temps une politique multi vectorielle en entretenant d'intenses relations également avec Washington et Pékin. Ainsi, le président Berdymoukhamedov revenait-il de sa première visite officielle à Moscou en avril qu'il recevait dans la capitale turkmène un haut responsable du groupe pétrolier américain Chevron.

Cette retenue vis-à-vis de la Russie est une constante des diplomaties centrasiatiques, qui tôt ou tard y reviennent systématiquement.

Le retour du Turkménistan dans l'arène mondiale

Le Turkménistan tente de réintégrer les relations internationales en apparaissant dans divers forums qui ne soient pas tous consacrés aux problèmes énergétiques. Ainsi, le chef d'Etat turkmène a-t-il assisté pour la première fois, à titre d'observateur, au sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai, le 16 août, à Bichkek ; de même a-t-il effectué son premier voyage officiel en Arabie Saoudite, à qui le Turkménistan a priori n'a pas d'hydrocarbures à vendre.

- Relations avec la Chine, partenaire privilégié.
Elles portent essentiellement sur les ventes de gaz. Les deux chefs d'état, les 17 et 18 août à Pékin, ont signé un accord pour la livraison de 30 milliards de m³ de gaz par an, à partir de 2009 et pour une durée de trente ans, et la construction d'un gazoduc pour l'acheminer en Chine, à travers le Kazakhstan ou à travers

²⁵ Signature en présence de Vladimir Poutine et Noursoultan Nazarbaev.

²⁶ *Du Caucase à l'Asie centrale, « grand jeu » autour du pétrole et du gaz*, Régis Genté, Le Monde diplomatique, juin 2007.

²⁷ Ce phénomène est abordé dans la seconde partie du rapport.

l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Cela suppose que le Turkménistan augmente sa production de 50% en deux ans, ce qui paraît improbable. De son côté, la compagnie pétrolière chinoise (CNPC) tente d'obtenir un gisement à exploiter au Turkménistan.

- Relations avec les Etats-Unis.
La demande vient surtout de Washington, qui a déployé une intense activité diplomatique au Turkménistan. Le pays en effet est stratégique pour au moins quatre raisons (gazoduc transcaspian, facilités d'usage sur deux aéroports turkmènes, contrôle des frontières contre le trafic de drogue, surveillance des transits éventuels de ressources radioactives vers l'Iran). Les questions énergétiques cependant occupent le cœur de la négociation. La compagnie pétrolière, Chevron, d'ailleurs, commence à s'intéresser de près au Turkménistan : son vice-président a rendu visite au chef de l'Etat turkmène le 4 mai 2007 et l'entreprise devait ouvrir un bureau à Achgabad à l'été 2007.
- Relations avec l'Union européenne.
C'est la question gazière qui intéresse au premier chef l'Europe. Jamais le nouveau Président turkmène n'a découragé les efforts européens ; jamais non plus n'a-t-il donné la priorité au projet de gazoduc transcaspian²⁸. Sans doute abordera-t-il la question s'il se rend en effet en visite à Bruxelles, à l'automne 2007. Mais il pourrait aussi remettre sur le tapis « *l'accord de commerce* » que l'UE a refusé de signer en 2006, en raison des violations des droits de l'homme dans la république.
- Relations avec l'Iran.
Elles sont intenses. Du point de vue d'Achgabad, il s'agit avant tout d'entretenir de bonnes relations de voisinage, de vendre du gaz et des produits énergétiques finis, ce dont manque cruellement l'Iran. Du côté iranien, il convient de s'assurer que le Turkménistan ne se rapproche pas trop de Washington, ou du moins d'éviter qu'il ne soit pas tenté de céder à d'éventuelles pressions américaines anti-iraniennes.
- Relations avec la Turquie.
Sur le plan économique, les contacts sont florissants. 5.000 hommes d'affaires turcs travailleraient au Turkménistan. Sur le plan politique à l'inverse, les activités sont au point mort, ce qui ne laisse guère optimiste quant au projet de corridor énergétique européen.
- Relations avec les autres républiques d'Asie centrale.
Les voisins d'Asie centrale font l'objet d'une attention spéciale de la part du président Berdymoukhamedov. Il est intéressant à ce titre de noter que le président ouzbek devrait se rendre au Turkménistan en octobre 2007 et que Achgabad prévoit de rouvrir une ambassade en Azerbaïdjan²⁹.
- Relations avec les pays du Golfe.
Il semble important aux yeux du nouveau président d'identifier le Turkménistan comme un pays musulman. Il est probable d'ailleurs que la libération le 9 août 2007 de l'ancien grand Mufti du Turkménistan, Nasroullah Ibn Ibadoullah, soit aussi à lire comme un geste à l'intention de cette partie du monde islamique. Le 25 août 2007, Gourbangouly Berdymoukhamedov entamait une visite officielle aux Emirats Arabes Unis.

²⁸ Il est difficile de dire quels sont les projets de tuyaux prioritaires. En tout cas, les liens avec la Russie et la Chine passent avant ceux avec l'Europe.

²⁹ Cette ambassade était fermée depuis six ans en raison d'un désaccord à propos du gisement pétrolier de Serdar-Kapaz. *Turkmenistan will reopen embassy in Azerbaijan*, Associated Press, 13 juin 2007. Les deux présidents semblent s'être mis d'accord.

Une ouverture équivoque vers l'opposition

C'est à l'été 2007 que le nouveau pouvoir turkmène a donné de premiers signes encourageants pour les prisonniers politiques de l'ère Niazov. Le 9 août, le président Berdymoukhamedov signait le décret par lequel il pardonnait onze personnes condamnées à de lourdes charges de prison pour leur supposée implication dans la tentative d'assassinat du président de la République du 25 novembre 2002. Des centaines de personnes avaient été arrêtées à la suite à cette affaire.

Le pardon concerne en particulier :

- L'ancien grand Mufti du Turkménistan, Nasroullah Ibn Ibadoullah³⁰.
- L'ancien ministre de la Justice Youssoup Haitiv.
- L'ex vice ministre de l'agriculture Imamdourdy Ykloumov.
- Olga Prokofeva, belle-sœur de Saparmourad Ykloumov, ancien vice-ministre de l'Agriculture jusqu'en 1994, jugé coupable de tentative d'assassinat et coup d'Etat contre le président Niazov en 2002³¹.

La liste complète des onze pardonnés n'a pas été publiée.

Cela dit, aucun des hommes les plus importants arrêtés après novembre 2002 n'a été libéré, qu'il s'agisse notamment de Boris Chikmouradov, ex ministre des Affaires étrangères de Saparmourad Niazov ou de Batyr Berdyev, ambassadeur du Turkménistan auprès de l'OSCE. De même, il peut paraître étonnant que Yolly Gourbanmouradov, qui fut victime des purges de 2005, alors qu'il était en charge du secteur hydrocarbures du pays³², n'ait pas profité de la clémence présidentielle. Originaire du même village que le futur président, il semble surtout qu'il ait joué un rôle clé dans son accession au gouvernement. Selon l'un des leaders de l'opposition en exil, Khoudaiberdy Orazov, c'est Y. Gourbanmouradov qui a convaincu S. Niazov de nommer Gourbangouly Berdymoukhamedov ministre de la Santé, ce dernier devant représenter les intérêts du premier dans le cabinet des ministres. Début 2007, la rumeur a circulé selon laquelle il aurait été sorti de prison pour être placé en maison d'arrêt³³.

Pourquoi le président ne libère-t-il pas ces prisonniers politiques de premier plan ? S'agit-il d'une ferme volonté du nouveau Président de ne pas prendre le risque de réintroduire dans le jeu politique des hommes qui furent puissants ? A-t-il l'intention de les sortir des geôles une fois son pouvoir définitivement consolidé ?

Ces questions sont d'autant plus troublantes que l'opposition, ou les personnes qui se présentent comme telles, ne représentent plus rien au Turkménistan. Elles sont généralement hors du pays depuis trop longtemps pour pouvoir espérer jouer un quelconque rôle politique à présent. Ces personnalités ne sont plus considérées comme des acteurs à part entière du jeu politique turkmène. Beaucoup de ses chefs de file sont d'ailleurs loin d'être irréprochables³⁴, ce qui nuit un peu plus à leur crédibilité. « *Personne ne les soutient au niveau diplomatique* », confiait, en janvier, un diplomate européen, en marge d'une réunion de toutes les factions turkmène d'opposition, à Vienne.

³⁰ Arrêté, en mars 2004, à la suite de la tentative manquée d'assassinat. Celui-ci aurait payé également sa critique des versets du *Roukhnama* gravés sur la mosquée de Gök Depe

³¹ Il a été condamné à 25 ans de prison par contumace. Leader de l'opposition, il vit aujourd'hui en exil. Olga Prokofeva aurait été torturée.

³² Le président Niazov a alors considéré que cet homme était devenu trop puissant et faisait ombrage à son pouvoir.

³³ Information non confirmée.

³⁴ Khoudaiberdy Orazov, par exemple, est un oligarque qui se serait enrichi alors qu'il dirigeait la Banque centrale du Turkménistan, ce qui lui vaut d'être poursuivi dans son pays.

Un prochain « printemps » turkmène ?

Si le Turkménistan ne prend manifestement pas la voie de la démocratie, il ne semble pas moins connaître une certaine libéralisation à l'intérieur. Ce pragmatisme ouvre une ère des possibles pour la future élite du pays, la jeunesse étudiante, qui, généralement très influencée par l'idéologie nationaliste officielle turkmène, rêve de mettre son savoir et son énergie au service de son pays.

Mais consciente des difficultés de l'Etat, elle déplore la corruption et les divers blocages politiques, économiques ou sociaux qui l'empêchent de mettre cet enthousiasme au service du pays et de faire du Turkménistan un Etat comme un autre au sein de la communauté des nations. Pourtant les jeunes, semble-t-il, continuent de croire à un prochain « printemps » turkmène, ce qui pourrait les amener à s'engager pour le nouveau pouvoir.

Les perspectives de la jeunesse turkmène

Il existe aujourd'hui, à n'en pas douter, une jeunesse turkmène éduquée malgré tout : malgré l'usage excessif du *Roukhanama*, malgré le manque de professeurs qualifiés, malgré la corruption et l'ensemble des déficiences qu'a connu le système depuis 1991. Ces jeunes issus des classes moyennes émergentes du Turkménistan, de ces familles urbaines qui ont su d'abord tirer profit de l'influence culturelle soviétique, puis des prémices du capitalisme, ont réussi à gérer au mieux les années catastrophiques de l'ère Niazov. Les plus chanceux parmi ces jeunes, une minorité, sont parvenus à finir leurs études à l'étranger. Cette partie rend compte de leurs parcours, opinions et attentes actuels, symptômes de ceux d'une génération toute entière.

La recherche s'appuie en particulier et exclusivement sur un panel significatif de 24 étudiants turkmènes qui suivent un cursus de 4 années à l'Université américaine d'Asie centrale, à Bichkek au Kirghizstan³⁵ dans des domaines allant du management à la politique comparée en passant par le journalisme. Tous auparavant ont été élèves d'écoles turco turkmènes ou « russes » au Turkménistan³⁶. Sélectionnés ensuite par les ONGs Accels (American Council for Collaboration in Education and Language Study) et Irex (International Research and Exchanges Board), ils ont bénéficié d'une bourse d'un an pour aller étudier dans une école aux Etats-Unis dans les cadres des programmes FSA (Freedom Support Act) ou FLEX (Future Leaders Exchange Program), financé par le département d'Etat américain. Cette jeunesse épargnée, en particulier, pourrait être amenée dans un proche avenir à jouer un rôle dans le développement de son pays.

Education et formation

Aux yeux de la jeunesse tout entière, le nouveau président est encore en état de grâce. Il n'y a pas d'hostilité a priori. La plupart des jeunes ont même accueilli avec enthousiasme les réformes annoncées du système éducatif en lambeaux. Pour la première fois, après avoir pâti des décisions catastrophiques du président Niazov, ils se sentent considérés et pris en charges par le nouveau régime.

Education échouée au Turkménistan

La qualité du système éducatif turkmène est en chute libre depuis l'indépendance du pays. Le nombre des établissements d'éducation diminue. Outre, les 1700 écoles secondaires et la quinzaine d'institutions à vocation professionnelle, il n'y a plus que seize universités et structures supérieures. Plusieurs raisons sont invoquées.

³⁵ 14 garçons et 10 filles rencontrés au mois de mai 2007, sur 115 étudiants turkmènes inscrits.

Ils bénéficient tous d'une bourse d'étude de 2050\$, directement payée à l'Université par le gouvernement américain et des diverses fondations et organisations privées.

Tous les passages en italique qui suivent sont tirés d'entretiens de l'auteur avec ces jeunes, au mois de mai 2007, à Bichkek.

³⁶ Les écoles russes en tant que telle ont été fermées à partir de 1993. L'un des principaux leitmotivs de la grande réforme de 1993 a été de rompre avec l'enseignement soviétique et du même coup avec l'enseignement russe. Une seule école d'enseignement réellement en russe a survécue, l'école Pouchkine d'Achgabad, laquelle est aujourd'hui même agrandie (avec des fonds de Gazprom) au profit de l'apparent réchauffement des relations russo-turkmènes.

- La mauvaise application de la grande réforme de l'éducation de 1993 et, entre autres, le passage de l'alphabet cyrillique au latin.
- Le régime dictatorial et la domination du *Roukhanma* qui a particulièrement bloqué le développement de certaines disciplines, notamment les humanités³⁷.
- Le manque de moyens humains après l'indépendance : départ de nombreux Russes du Turkménistan au début des années 1990, limogeage de milliers de professeurs après la réforme de 1993.
- La faiblesse des budgets de l'éducation, qui ne suffisent pas à acheter assez de manuels scolaires.
- La réduction des études universitaires de cinq à deux ans (auxquelles il faut ajouter deux années de stage dans une administration).
- L'absence d'écoles privées qui empêche les Turkmènes d'avoir recours à un système alternatif, à l'exception de quelques ONG locales ou étrangères qui donnent des cours de langue ou d'informatique.

La corruption généralisée demeure cependant le principal problème à une scolarité juste et réussie. L'entrée à l'Université n'est généralement possible que contre paiement d'un montant compris entre 5 et 8.000\$. Il faut compter au moins 4.500€ pour entrer à l'université Makhtoumqouli d'Achgabad, l'une des plus renommées du pays. Le dessous de table ne semble payé qu'à l'entrée à l'Université. Contrairement aux pratiques observées dans d'autres républiques de l'ex-URSS, il ne paraît pas nécessaire de payer les professeurs ou les responsables de l'Université lors du passage des examens. L'accès à l'emploi ensuite suppose encore de s'acquitter d'une certaine somme, par le biais d'un réseau d'obligés. Là encore, le principe même de la corruption veut que l'individu qui en profite ne soit pas obligé de travailler pour l'obtenir. Les administrations turkmènes ainsi font une large place à l'incompétence.

Les sommes demandées et honorées sont très importantes dans un pays où le salaire moyen est de l'ordre de 50 euros par mois. Pour beaucoup, les études sont si chères que les jeunes hommes « *renoncent aux études, font leur service militaire puis deviennent chauffeur de taxi. C'est le parcours d'un de mes amis par exemple* », explique un étudiant. Ceux qui ont quelques centaines d'euros (à payer par mois) pour offrir des études à leurs enfants les envoient dans des universités d'autres pays de la CEI, comme le Kirghizstan où entre 3 et 4.000 jeunes Turkmènes seraient inscrits.

Le diplôme, sésame indispensable

Certes l'insertion professionnelle dépend de ses relations et du prix acquitté pour l'achat de sa fonction. Mais, sans diplôme à défaut de savoir, le candidat n'est même pas considéré. Il reste le passeport nécessaire à toute carrière. Il est donc paradoxalement essentiel et insuffisant.

Tous les jeunes Turkmènes interviewés ont fait valoir cette contradiction, mais tous également veulent croire que le diplôme et les compétences suffiront à l'avenir à assurer sa place au sein du système. Ils tiennent finalement un discours très volontariste, sur le mode du « *si on veut, on peut* ».

³⁷ En 2003, le Président Niazov a suggéré d'exclure les humanités et les sciences naturelles des études secondaires et du supérieur en les qualifiant d'«*obscur*» et «*déconnectées de la vie réelle*».

La course aux bonnes écoles

Ces familles de cette classe moyenne turkmène émergente cherchent à inscrire leurs enfants dans les meilleures écoles du pays, à savoir essentiellement les écoles dites « russes » ou turco turkmènes, installés dans toutes les grandes villes.

Pendant les années de Saparmourad Niazov, la plupart des écoles russes ont dû fermer, l'étude du *Roukhnama* devenant omniprésente et les langues étrangères, y compris le russe, étant moins enseignées.

Celles qui ont résisté, surtout les écoles turques, proposaient des enseignements de bien meilleure qualité, incluant notamment plusieurs langues étrangères, donc le russe, le turc et même l'anglais. Une partie du corps enseignant de surcroît, venait de Turquie. Il est certain que les jeunes Turkmènes qui ont pu en profiter ont eu une autre ouverture sur le monde.

Le passage obligé par l'étranger

Une expérience universitaire à l'étranger est un quasi impératif pour un jeune Turkmène qui veut réussir. La faiblesse du niveau universitaire au Turkménistan, inversement proportionnel au niveau de corruption oblige les étudiants à trouver des alternatives à l'extérieur du pays³⁸. Les plus chanceux profitent d'un programme occidental, américain en particulier, qui assure la prise en charge de tous leurs frais.

Il s'agit pour ces jeunes de recevoir une authentique éducation et un vrai diplôme, même si, jusqu'à présent, les diplômes étrangers ont été bien moins valorisés que ceux obtenus au pays. Il valait mieux risquer cela plutôt que de végéter dans un environnement encore fortement marqué par le soviétisme et l'incompétence. Tous les étudiants rencontrés ont souligné que « *l'enseignement au Turkménistan est très vieux, dépassé, encore très soviétique. Les écoles et les universités manquent de matériel moderne. Les professeurs sont peu qualifiés et encore trop marqués par le système de l'URSS* ». Une jeune femme étudiante, élevée dans une famille très éduquée raconte alors : « *Ma famille voulait que j'aie étudié ailleurs du fait de la grande faiblesse du niveau au Turkménistan. Mes parents voulaient que j'aie en Russie. Puis, finalement, ils se sont décidés pour Bichkek. C'était moins loin de chez nous* ».

Paradoxalement, il faut noter que l'obstacle principal aux études des enfants à l'étranger n'est pas financier. Les familles peu aisées de cette classe moyenne turkmène, envoient leurs enfants dans les universités du Kazakhstan, d'Ukraine, de Turquie, du Kirghizstan, où les frais de scolarité annuels ne sont pas trop élevés et où le coût de la vie est plus ou moins équivalent à celui au Turkménistan. A Och au Kirghizstan par exemple, l'inscription ne coûte que 250€. Ceux des familles riches cependant parviennent à intégrer des établissements en Russie ou aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, à la condition qu'ils aient appris l'anglais³⁹.

La réduction du cursus scolaire turkmène à neuf années avait récemment compliqué les équivalences avec l'étranger. Les étudiants devaient soit faire une année préparatoire

³⁸ Entretien de l'auteur avec des étudiants turkmènes au Kirghizstan, mai 2007.

³⁹ Beaucoup de parents n'hésitent pas à donner des cours privés d'anglais à leurs enfants, malgré les prix relativement élevés de ceux-ci. A cette fin, les jeunes Turkmènes peuvent se rendre dans diverses ONG comme Accels ou Irex, mais aussi par exemple au centre turc d'éducation «Bashkent», présent dans toutes les grandes villes du pays, qui propose un cursus fourni par l'université d'Oxford. Cela permet aux élèves de passer le concours du programme d'échanges scolaires du Freedom Support Act (FSA), pour ceux du secondaire, financé par le Département d'Etat américain. Ils peuvent ensuite postuler à l'entrée d'universités aux Etats-Unis. Ces organisations pallient le manque de professeurs d'anglais dans le pays. En 2003-2004, 12.000 professeurs ont été limogés, dont beaucoup enseignaient les langues. En conséquence, l'anglais n'est quasi plus enseigné dans les écoles turkmènes. Cf. *Studying foreign languages in Turkmenistan*, «Turkmen Initiatives for Human Rights» TIHR, 30 octobre 2006.

soit reprendre un cursus à un niveau inférieur. La réforme initiée par le nouveau président n'a donc pu être que populaire au sein de la jeunesse.

Cette expérience universitaire à l'étranger s'inscrit enfin et surtout dans une stratégie d'emploi au Turkménistan même. L'un des étudiants confie ainsi qu'il a pour « *but de travailler deux ou trois ans en Europe par exemple, dans la finance ou l'économie, puis de revenir au Turkménistan et chercher un emploi dans une société internationale, dans le secteur du pétrole et du gaz. Ensuite, espère-t-il à voix haute, si je travaille bien, des responsables turkmènes le verront et me demanderont de rejoindre des structures nationales. Notre pays a besoin de spécialistes. Je veux être fonctionnaire à terme, servir mon pays, être une personne dont on a besoin, être appelé... et si cela ne marche pas, je monterai ma propre affaire* ». De même, d'autres avouent avoir l'ambition de « *travailler pour ONG étrangère ou une organisation internationale (ONU, OSCE) au Turkménistan. Elles offrent un bon salaire, autour de 250 dollars par mois.* »

Une vision affinée du Turkménistan

Au terme de leur séjour à l'étranger, beaucoup de jeunes Turkmènes en viennent à s'interroger sur l'état de leur pays. Leur retour sur expérience précise fondamentalement leurs représentations, notamment celles sur leur propre pays.

Une jeune fille, revenant des Etats-Unis, après un an passé dans une école du Wisconsin, dans le cadre du programme américain FLEX, fait part de ses impressions : « *Ce séjour a été pour moi une succession de chocs. « D'abord celui de l'arrivée aux Etats-Unis, moi qui débarquais de ma petite Balkanabad. Ensuite, celui de découvrir mon pays à partir des Etats-Unis puisque je pouvais lire des choses sur le Turkménistan que je n'avais jamais lues avant. J'ai appris beaucoup de choses sur mon pays, sur la politique et l'économie notamment. J'ai également eu cette surprise de voir combien les médias américains exagéraient sur beaucoup de sujets, comme lors de cette affaire de la fermeture de tous les hôpitaux dans nos provinces. Et puis il y a eu le retour, je suis tombée en dépression. Tout me paraissait si dépassé, l'utilisation de nos ressources naturelles si mauvaise... le manque de spécialistes partout.* »

Rarement l'expérience aux Etats-Unis débouche sur un rejet du monde occidental. Au contraire, les jeunes sont amenés à comparer les régimes et pratiques politiques, qu'ils ont rencontrés, soit pour y avoir vécu, soit au cours de leurs études. L'un se dit par exemple plutôt séduit par la Suède et la Norvège, qu'il juge « *plus démocratiques que les Etats-Unis* ». Tous généralement préfèrent l'Europe aux Etats-Unis, « *pour la culture ancienne et puissante* ». Ainsi également, beaucoup reconnaissent certains avantages à l'état policier turkmène. L'un des étudiants fait valoir que « *Si le Turkménistan était aussi ouvert que le Kirghizstan, avec notre société de clans, ce serait la guerre chez nous* ». Un autre renchérit : « *j'aimais notre ancien président, parce qu'il a su maintenir la discipline dans notre pays. On aurait pu avoir une révolution aussi, comme au Kirghizstan, mais on voit bien que c'est inutile. Nous avons besoin d'un chef fort* ». A ce propos, pour la plupart des étudiants turkmènes rencontrés, le renversement du pouvoir que la petite république centrasiatique a connu en mars 2005, sous le nom de « Révolution des tulipes », n'est que chaos, pillage et désordre. Cette opinion les conduit presque tous à, en retour, apprécier l'ordre qui règne au Turkménistan, fut-ce au prix de la liberté.

L'ambition de servir son pays

Au final, la plupart des jeunes Turkmènes qui ont pu profiter d'un passage par l'étranger reviennent avec l'impérieuse envie d'être utile à l'Etat et à leur patrie. Contrairement à l'idée reçue, les études à l'étranger, aux Etats-Unis notamment, ne se soldent nullement par l'adhésion de l'étudiant à un contre modèle critique de son pays, mais apparaissent plutôt comme une solide expérience, qu'il faudra mettre à profit, au service des besoins du Turkménistan.

Certains étudiants ainsi prennent l'initiative d'instaurer dans leur ville natale des « *Community services* »⁴⁰ au profit de l'ONG Accels. L'un d'entre eux par exemple donnent des cours sur la vie en Amérique, sur la globalisation (concept méconnu au Turkménistan) ou sur la question hommes/femmes. Cette attitude paraît encouragée par Accels, qui incite les jeunes à s'engager dans de tels projets bénévoles utiles à leurs compatriotes.

Cette volonté de servir le pays n'a fait que se renforcer depuis l'accession de Gourbangouly Berdymoukhamedov à la présidence. La réforme de l'éducation qu'il a immédiatement lancée, est très appréciée chez les jeunes Turkmènes. Trois points sont spécifiquement cités.

- L'allongement de la durée de la scolarité, de neuf à dix ans.
- L'ouverture de branches d'universités russes à Achgabad⁴¹.
- La revalorisation des diplômes étrangers.

Il sera à court terme désormais possible d'étudier et de travailler à l'étranger. Compte tenu du niveau de chômage⁴² dans le pays, cette ouverture paraît tout à fait salubre. La question de la revalorisation des diplômes étrangers est précisément perçue comme un encouragement supplémentaire à rentrer travailler au pays. Comme l'affirme une étudiante de Bichkek, exprimant la pensée de beaucoup de ses jeunes compatriotes : « *le nouveau Président n'a fait aucune erreur depuis son arrivée* ». Il semble, selon eux, en phase avec les attentes de la population et des jeunes en particulier.

Les étudiants, dans leur majorité, se veulent assez optimistes quant à l'évolution du régime. Beaucoup espèrent que le nouveau président va encourager la méritocratie et lutter contre la corruption, de manière à valoriser les vrais bons diplômes obtenus en particulier à l'étranger. Ils croient à l'ouverture de la société notamment aux médias étrangers. Dans l'esprit de ces jeunes, il s'ouvre de multiples opportunités de participer au Turkménistan au développement du pays.

La classe moyenne turkmène au pouvoir ?

Il est très peu probable que les jeunes issus de la classe moyenne, qu'incarnent ces étudiants de Bichkek, puissent à terme accéder à de hautes fonctions décisionnelles et impulser une gestion nouvelle des affaires. L'élite politico-économico-sociale actuelle du Turkménistan ne paraît pas accessible. « *C'est un autre monde* », dit une étudiante. Souvent la jeunesse issue de l'élite éduquée au pouvoir étudie à Achgabad au lycée Pouchkine, établissement réservé aux enfants du pouvoir, auquel n'ont pas accès ceux de la classe moyenne.

Cette fermeture de l'élite turkmène suscite naturellement des critiques chez les étudiants interrogés. Plusieurs dénoncent « *ceux qui sont ministres ou fonctionnaires mais n'ont pas de diplômes* ». « *Les fils de riches paient cher pour entrer à l'université. Ils n'y étudient pas ensuite. Cela ne les empêche pas de trouver un bon travail très bien rémunéré, d'avoir de très belles voitures etc. Tout cela vient de la corruption. Mais ils finissent en prison.* » Ce récit en forme d'observation ressemble beaucoup à une demande de justice.

Il n'est pas absurde de penser cependant que le nouveau président turkmène, qui a déjà pris quelques mesures en direction précisément de cette classe moyenne turkmène émergente, puisse à terme vouloir en faire l'un des piliers de son pouvoir, contre les

⁴⁰ Bénévolat au service d'un groupe, d'une organisation, d'une société plus ou moins informelle auxquels on appartient.

⁴¹ Une branche de la MGU (Université d'Etat de Moscou), très réputée, et une autre de l'Université de médecine Goubkina.

⁴² Plusieurs chiffres non officiels font état de 50 à 70% de chômage dans la république.

réseaux puissants et installés régnant sous son prédécesseur. La réforme du système éducatif n'est pas un des moindres signes qu'il ait déjà lancés. Il ne s'agit en aucune mesure de fomenter une révolution sociale et politique. Bien au contraire, le nouveau pouvoir a besoin de loyauté et de confiance, de dévouement et d'optimisme. Ces étudiants turkmènes, symboles de cette classe moyenne, sont manifestement prêts à s'engager en ce sens. Ils n'attendent que de voir leurs mérites reconnus. Ils ne sont nullement en position revendicatrice. Ils proposent une synthèse idéologique mêlant tradition et ouverture au monde, correspondant parfaitement à l'intérêt politique du nouveau pouvoir.

Recompositions idéologiques

Les jeunes Turkmènes aujourd'hui, urbains, issus d'une classe moyenne turkmène en formation, attachent une grande importance à la tradition, ou plus exactement aux représentations qu'ils ont de leurs traditions. Ceux qui ont eu la possibilité d'étudier à l'étranger se nourrissent de surcroît d'influences extérieures directes. Celles-ci cependant ne sont pas sans toucher également la masse des jeunes Turkmènes du Turkménistan, via les réseaux de télévisions internationales. Musiques, modes vestimentaires, cinéma affectent ainsi de larges couches de la jeunesse turkmène urbaine au Turkménistan. L'encadrement soviétique persistant, associé à la puissance de la propagande autour du *Roukhnama*, permet de contenir l'influence culturelle étrangère. Plutôt que de vivre l'ouverture vers le monde sur le mode revendicatif, voire révolutionnaire, les jeunes tentent de la concilier avec ce qu'ils appellent « leurs » valeurs, celles du nationalisme et de la « tradition » turkmènes.

L'importance de la tradition.

La valorisation de la tradition sert de base au nationalisme turkmène. Les valeurs nationales et patriotiques reprennent les principes traditionnels turkmènes, qui sont à la fois des instructions morales (vie saine, honnêteté), des pratiques sociales (laïcité, respect des anciens, solidarité) et des codes vestimentaires⁴³. Les jeunes rencontrés adhèrent et reconnaissent totalement ces modes de vie en commun. Aucun même n'y voit une instrumentalisation politique. Il ne transparait chez eux non plus aucun sentiment d'étouffement, de liberté contrariée, alors même que les messages sont martelés en permanence dans les établissements d'enseignement, lors des fêtes publiques et dans les médias.

Un jeune étudiant de Bichkek par exemple considère que « *ces valeurs traditionnelles ne sont pas réellement encouragées par le gouvernement, pour des raisons politiques. Chaque famille enseigne d'elle-même à ses enfants dès le début ce qui est bien et mal, qu'il faut respecter les vieux Aksakal, que l'invité doit avoir la meilleure place à table et les meilleurs morceaux de viande dans son assiette* ».

Un autre entend démontrer sincèrement qu'il existe effectivement une démocratie « à la turkmène » : « *cela dépend de ce qu'on appelle démocratie. Si cela signifie que chacun est impliqué dans la vie politique, alors non nous n'avons pas de démocratie bien sûr. Mais avec le Halk Maslahaty, notre Conseil populaire où siègent entre autres beaucoup de vieux sages*⁴⁴, on peut dire que le pouvoir est en permanence à l'écoute du peuple. Nous sommes tellement en relations les uns aux autres dans notre société que tout se sait et que tous les besoins de la populations peuvent être signalé en haut ». Il fait écho ici bien sûr à la propagande officielle.

⁴³ A l'école, les filles doivent porter la robe traditionnelle turkmène ainsi que le petit chapeau appelé *takhia*. Les garçons revêtent quant à eux l'uniforme et doivent une fois par mois aller se faire couper les cheveux au bol.

⁴⁴ Et notamment les *Aksakal* (*Barbes blanches*), qui jouissent d'un grand respect au Turkménistan et sont membres de divers Conseils en charge de la régulation des conflits locaux par exemple.

Ils se reconnaissent en somme des « racines », qui constituent une part essentielle de leur identité. L'un ainsi a décidé de rester dans son pays en dépit de la volonté de sa mère qui voudrait le voir travailler à l'étranger. Un autre indique qu'il connaît plusieurs personnes jeunes, y compris dans son entourage proche, qui se sont inscrits dans des cours extrascolaires d'apprentissage de la fabrication des tapis traditionnels turkmènes.

Il est intéressant de noter enfin qu'il est primordial en haut de l'échelle sociale d'afficher distinctement son adhésion aux valeurs traditionnelles, donc nationales. En effet le pouvoir repose largement sur le nationalisme et la revendication d'une spécificité.

Les ajustements vestimentaires.

Les ajustements de la tradition concernent surtout et au fond exclusivement les codes vestimentaires. Les jeunes s'emploient allègrement à tenter de les réconcilier avec la modernité et les désirs plus personnels, copiées sur les modes des stars internationales ou locales que véhicule en particulier la chaîne de musique russe MTV très populaire dans la jeunesse turkmène. Le jeans par exemple est porteur d'une revendication silencieuse de liberté vestimentaire. Il est interdit à l'école, mais très fréquent en discothèque.

En somme si dans la sphère publique, le code vestimentaire est réglementé pour tout le monde, dans la sphère privée tout dépend du type de famille. Le clivage habituel au Turkménistan entre les « russifiés » (synonyme de « *européanisés* ») et les autres, ceux qui sont toujours restés au pays, notamment pour les études, est capital pour comprendre la façon de s'habiller. Les « russifiés » peuvent se vêtir de façon plus occidentale.

Les influences culturelles étrangères.

C'est au moyen de la télévision que pénètrent au Turkménistan les cultures étrangères. Les antennes paraboliques pullulent dans le pays. On trouve également tous les CD de musiques possibles, notamment occidentales sur les marchés du pays, qui arrivent par la Russie.

Les Eminem et autre stars de la musique américaine, qu'elle soit rap, R'n'b, Hip hop ou break, sont très populaires au Turkménistan. « *Les jeunes Turkmènes rêvent beaucoup de l'Amérique* », souligne une étudiante. Le rap en particulier est très populaire au Turkménistan, mais aucun message révolutionnaire, aucune revendication sociale, ne se cache derrière se goût prononcé pour ce style de musique. Aux côtés des vedettes américaines, il y a aussi les stars plus « régionales », comme le chanteur turc Tarkan ou des groupes et chanteurs russes, comme Dima Bilan.

Peu de groupes underground existaient au Turkménistan. Tous seraient le fait de jeunes russes du pays, tel que le groupe Outplaz, qui se produit en underground, dans des lieux privés ou des discothèques peu fréquentées.

Internet est théoriquement l'autre moyen d'accéder au monde extérieur. L'ouverture dans les grandes villes du pays de cafés internet, à la demande du président Berdymoukhamedov ne révolutionne pas les mœurs. A vrai dire, ce ne sont pas les premiers accès à internet dans le pays. Dans les locaux d'Accels et Irex d'Achgabad et des principales villes de province, des salles d'ordinateurs sont à la disposition gratuite des jeunes. Les nouveaux cafés paraissent essentiellement fréquentés par de jeunes adultes parfois à la recherche d'emploi, se servant de l'ordinateur pour taper leur CV ou des lettres de motivation, du courrier administratif.

Une jeunesse non politisée

Les jeunes Turkmènes ne sont pas et ne peuvent pas être engagés politiquement. La plupart semblent croire qu'il est impossible de changer la situation et qu'en conséquence

il est inutile de risquer sa carrière ou sa jeunesse en voulant porter un message politique. En cela, certainement, ils ont raison.

Pourtant, ce n'est pas les initiatives qui manquent. Il est vrai que les étudiants turkmènes ayant pu étudier à l'étranger peuvent être considérés comme une exception, par rapport à la masse de ceux restés au pays, qui ont pâti des déficiences éducatives du régime de Saparmourad Niazov.

Cela dit, seules quelques volontés suffisent à en entraîner d'autres. Il est sans doute encore trop tôt pour que celles-ci puissent s'exprimer et entreprendre des activités, même à buts culturels ou humanitaires. Les modalités d'engagement restent trop encadrées par le pouvoir.

Tous ces étudiants espèrent réellement que sous l'impulsion du nouveau président, au moins les initiatives privées à but non politique pourront être soutenues et que le climat de suspicions généralisées qui régnait sous la présidence Niazov s'atténuera.

Synthèse conclusive

La jeunesse turkmène ne se réduit certes pas à cette génération chanceuse, urbanisée, issue d'une classe moyenne en devenir, qui a pu profiter d'expériences à l'étranger. Cependant, leur rapport au pays diffère peu. La plupart des jeunes Turkmènes de toute origine sociale revendiquent un attachement à une tradition teintée de nationalisme qu'ils tentent de moderniser sous l'effet d'influences extérieures. Ces jeunes cela dit, à quelques exceptions près parmi les enfants de l'actuelle élite politico-administrative, ne peuvent prétendre influencer à court terme sur le destin de l'Etat. Au fond, il semble que les enfants éduqués de cette classe moyenne en formation incarnent ce que tend à ou pourrait devenir la jeunesse turkmène dans son ensemble, à savoir, un vivier de jeunes assez bien formés, agents de changements, loyaux à l'Etat et intégrés au monde extérieur, mais exclus des cercles du pouvoir politique et économique. Ce processus dépend encore largement de la bonne exécution des réformes du système éducatif lancées par le nouveau président. Si elles sont menées à bien, le mouvement n'en sera qu'accélééré.

Dès lors, le nouvel Etat de Gourbangouly Berdymoukhamedov n'aurait que trop intérêt à s'appuyer sur une base populaire aussi solide et dynamique. A la recherche aujourd'hui de compétences capables de remettre le pays sur une voie saine de développement, la nouvelle équipe dirigeante au Turkménistan trouve en cette jeunesse potentielle un pilier idéal de son pouvoir en construction. A l'évidence, l'arrivée au pouvoir du nouveau président a suscité chez ces jeunes un réel espoir de voir le Turkménistan mieux fonctionner. Ils veulent croire que leurs mérites seront reconnus et leurs compétences et savoir-faire sollicités. Ils sont ainsi prêts à servir, idéologiquement et professionnellement, le régime. Les intérêts coïncident parfaitement.

Du point de vue européen, il ne peut être que pertinent d'encourager et soutenir ce processus transitoire au Turkménistan vers un pragmatisme affirmé et ouvert sur l'extérieur, dans le but de créer sur le moyen terme des attaches profondes avec le Turkménistan. Il serait bon cependant, à la différence des Etats-Unis, de ne pas proposer un modèle politique applicable d'emblée. Les jeunes étudiants, on l'a vu, ont marqué leur attachement à une forme de démocratie « à la turkmène », en tout cas à une tradition nationale, voire patriotique. L'Union européenne aurait sans doute mieux en faire en privilégiant des aides aux formations techniques et scientifiques dans les secteurs économiques stratégiques, tels que les industries pétrolière et gazière, le textile, l'agriculture et la construction. Les Etat membres pourraient ainsi judicieusement offrir une série de bourses à des étudiants turkmènes, et/ou organiser des échanges interuniversitaires. En somme, le Turkménistan n'a pas tant besoin de penseurs politiques de la démocratie que d'ingénieurs compétents à même d'assurer une production gazière effective, susceptible de satisfaire à toutes les promesses d'exportation.



L'Europe, notre seule frontière

Qui sommes-nous ?

Fondé en 2003, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de solutions innovantes et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Nos axes de recherches.

La démarche de l'Institut Thomas More est pluridisciplinaire. Il développe quatre programmes de recherches :

- Vivre l'Europe. Avenir de l'Europe - Politiques européennes - Enjeux économiques européens.
- Identités européennes. Education & Cultures - Enjeux sociétaux - Politiques & enjeux démocratiques.
- Enjeux géopolitiques. Géopolitique européenne - Relations transatlantiques - L'Europe face au monde.
- Mondes en développement. Migrations - Afrique - Nouvelles solutions de développement.

Notre réseau.

L'Institut, structure européenne, s'appuie sur un réseau de Comités nationaux et de correspondants dans de nombreux pays en Europe et dans le monde. Ils sont pour lui des relais d'influence et de notoriété. Ils permettent d'assurer une présence et une visibilité fortes de l'Institut, de développer et d'animer son réseau d'experts, de lui assurer une capacité de réaction et d'anticipation face à des sujets émergents ou à des problématiques nationales. Nous sommes ainsi présents dans plus de 8 pays européens.

Bruxelles – Avenue Eugène Demolder, 112 – B-1030 Bruxelles.

Tel : +32 (0)2 647 32 34 ; Fax : +32 (0)2 646 28 21.

Paris – 9, rue d'Enghien – F-75010 Paris

Tel : +33 (0)1 49 49 03 30 – Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

www.institut-thomas-more.org – info@institut-thomas-more.org



Né à Genève, durant l'été 2006, Multipol est un réseau international et interdisciplinaire de chercheurs et d'experts en relations internationales, provenant de milieux professionnels tels que la justice internationale, la diplomatie multilatérale et bilatérale, la recherche et la formation, la fonction publique internationale.

Sa première et principale réalisation est le site www.multipol.org, plateforme d'échanges, d'analyse et d'information en temps réel sur l'actualité internationale. Ce nouveau media se positionne ainsi entre les publications journalistiques, qui manquent parfois de recul et de données précises sur les événements de la scène internationale, et les publications scientifiques, qui paraissent dans un délai souvent trop tardif.

Le réseau Multipol est régi par une association de droit suisse, apolitique, non religieuse et à but non lucratif. Il est composé d'une vingtaine de membres spécialisés dans les différentes branches des relations internationales (droit international, science politique, géopolitique, économie internationale, géostratégie, etc.).

Il est établi pour :

- Animer un réseau de chercheurs et de professionnels issus de cultures, de nationalités, de localisations, de formations et d'environnements professionnels différents.
- Proposer un support d'information innovant et rigoureux, offrant à la fois des analyses de fond et des brèves d'actualité internationale, publiés par des chercheurs et des experts en relations internationales.
- Permettre aux membres de ce réseau de publier leurs analyses et les informations dont ils disposent dans un délai très court.
- Organiser des colloques visant à diffuser la connaissance du droit et des relations internationales.
- Etablir des liens avec des institutions et organismes poursuivant des buts analogues ou voisins.
- Proposer l'expertise scientifique de ses membres.

www.multipol.org – contact.multipol@gmail.com